

## COMMUNIQUE

### LOIS DE FINANCEMENT ET LEURS DECLINAISONS...

### ENFANTS, PARENTS, PERSONNELS EN DETRESSE.

Force Ouvrière le rappelle souvent : pas de République sans service public, pas de Service Public sans fonction publique. Quand on a des valeurs comme Liberté, Egalité, Fraternité, on met du ciment pour que la maison tienne debout.

Ça n'est ni avec le PLFSS et le PLF que nos parlementaires ont démontré qu'ils étaient attachés à notre République sociale.

L'UD FO 91 se félicite de la réaction des 500 militants réunis rapidement à proximité de l'Assemblée Nationale mardi dernier, à l'appel des syndicats FO de la Sécurité Sociale de toute l'Ile-de-France et de l'Union Régionale regroupant toutes les Unions Départementales FO d'Ile-de-France.

La présence de responsables de fédérations FO, d'Union Départementales de Province et de nombreux militants de différents secteurs du public comme du privé et notamment des hospitaliers, démontre l'attachement de la CGT-FO à la Sécurité Sociale de Georges BUISSON.

Ils ont dit « NON au budget de la honte ! ». Mais le PLFSS est devenu loi.

Il est à noter que quelques structures de la CGT s'étaient jointes à cet appel.

Les parlementaires n'en ont pas fini avec les allers-retours du PLF qui menace les Services Publics. Pour les personnels de l'enseignement ce serait 4000 postes en moins.

En termes de mobilisations qui sont complètement liées, des AESH s'étaient rassemblés devant le rectorat de Versailles pour réclamer plus de moyens et de reconnaissances, des préalables pour rendre plus attractifs ce « métier ».

Mais aussi, les Taxis qui manifestaient contre la diminution des prises en charges des transports sanitaires...

Ça n'est ni avec de tels PLFSS et PLF présentés par ce Gouvernement que ces situations insupportables vont s'inverser.

Certains diront qu'il n'y a pas de lien et pourtant.

Être un enfant handicapé est un parcours du combattant, en plus du handicap, pour l'enfant et les parents.



Comment peut-on accepter cela dans notre pays où la devise est « LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE » ?

Pour aller à l'école dans de bonnes conditions, :

- Ces enfants doivent avoir une notification MDPH (maison départementale des personnes handicapées) pour être reconnus porteurs d'un handicap. C'est très long, parfois plus d'une année. Mais aujourd'hui, la Région Ile-de-France a supprimé des subventions des MDPH.
- En cas de difficulté, le transport en taxi est nécessaire pour aller à l'école. Mais aujourd'hui, les chauffeurs de taxi se sont mobilisés, contre une nouvelle tarification du transport sanitaire remboursé par la Sécurité Sociale. Certains n'y retrouvent plus leur compte. Ils arrêtent. C'est une conséquence des lois de financement dictées par les Gouvernements successifs et votées par des parlementaires. Il faut bien entendu avoir une notification MDPH pour en bénéficier.
- A l'école, l'institutrice ou le professeur ne peut pas « tout faire ». Pour un meilleur accueil, il y a, parfois, des AESH (accompagnant des élèves en situation de handicap) ... pas assez nombreux, avec plusieurs élèves à charge dans certains cas et sur plusieurs écoles. Ce « métier » essentiel est mal reconnu, mal payé. Mais pour avoir la « chance » d'avoir un AESH (quand il y en a), il faut avoir une notification MDPH. Oui le serpent se mord la queue.

En parallèle, des parents s'organisent avec des AESH privés (il faut une notification MDPH) à défaut d'AESH de l'Education nationale. Cette situation est acceptée par ceux-la mêmes qui ne font rien pour améliorer l'attractivité du « Métier » d'AESH. Peut-être pour organiser le cheval de Troie de la privatisation ?

C'est pour toutes ces raisons que l'Union Départementale FO de l'Essonne soutient toutes les revendications de ses syndicats de l'enseignement, de l'action sociale, des territoriaux, de la Santé... pour augmenter les moyens pour une vraie inclusion et non du mal-être en plus du handicap.

C'est pour cela que l'UD FO 91 a financé un car pour organiser une manifestation FO au rectorat de Versailles pour soutenir les AESH de l'Essonne. Manifestation organisée par les syndicats FO de l'enseignement des départements couverts par le rectorat.

C'est pour cela que l'UD FO 91 était présente lors d'une manifestation FO nationale, à l'appel des fédérations de l'enseignement, de l'action sociale, de la Santé contre l'inclusion forcée.



L'Union Départementale condamne les remises en cause : des prises en charge, des budgets rabotés, etc... Les politiques sont responsables de cette situation inadmissible.

L'Union Départementale s'est mobilisée lors de la manifestation à l'appel de la Chambre syndicale FO des Organismes Sociaux de la Région Parisienne pour dire aux députés « **NE VOTEZ PAS LE PLFSS** ». La Loi a été adoptée, ils sont responsables.

Il faut :

- ✓ Rétablir et augmenter les budgets des MDPH, pour délivrer plus rapidement les notifications nécessaires, en renforçant les effectifs.
- ✓ Renforcer les moyens d'accueil dans les structures spécialisées quand l'enfant ne peut pas être reçu à l'école suivant le degré de handicap.
- ✓ Augmenter les prises en charge en Taxi transportant les élèves handicapés.
- ✓ Recruter des AESH et rendre attractif ce « métier » par une vraie reconnaissance salariale et statutaire.

Cet éclairage démontre l'importance des Services Publics et que la prise en compte d'un enfant porteur de handicap se fait plus ou moins bien suivant les réponses qui sont données aux revendications de différentes professions. L'action syndicale a une portée au-delà de ses adhérents. C'est le sens de la République Sociale que nous défendons quotidiennement.

Contre toutes ces régressions,

Pour FO, c'est NON !

Oui à la défense de la Sécu, de l'école publique et des structures spécialisées.

Evry-Courcouronnes, le 18 décembre 2025

